
Les Kurdes en Turquie et en Europe Entre deux identités

Martin van Bruinessen

La question kurde à laquelle est confrontée la Turquie actuellement n'a pas grand chose à voir avec la situation des années 20 et 30. La politique d'émancipation des nations qui a été mise en place avec tant de succès à cette époque connaîtra vraisemblablement des effets inverses de nos jours.

Pendant les deuxième et troisième quarts du siècle, l'évolution générale allait vers une intégration des Kurdes de Turquie, d'Irak et d'Irak à l'intérieur des Etats-nations, et un développement distinct de leurs semblables kurdes des pays voisins.

Cette tendance s'est toutefois inversée depuis les années 70. La résurgence mondiale des ethno-nationalismes a aussi concerné les Kurdes. Un changement dans l'environnement mondial a, de plus, sérieusement affaibli la mainmise des Etats sur les moyens de "l'édification de l'Etat"; les mesures répressives envers l'expression du sentiment nationaliste kurde ont eu pour effet de le renforcer plutôt que de l'éliminer.

Les évolutions depuis 1980 ont pesé dans la direction opposée à celle ébauchée durant la période 1920-1980. Les contacts et les communications entre les Kurdes des différents pays se sont développés et, à l'exception possible de l'Irak, le fossé entre les Kurdes de chaque pays et leurs compatriotes non kurdes s'est élargi.

Ceci est le résultat de plusieurs facteurs, dont quatre groupes principaux peuvent être distingués:

— la répression intense et violente du sentiment séparatiste ou particulariste kurde (et davantage encore de l'action politique organisée) en Turquie, en Irak et en Iran, qui a mené à des déplacements à grande échelle de la population, à la fois à l'intérieur de ces pays et au-delà des frontières;

Automne 1997

- des améliorations spectaculaires des moyens de transport et de communication qui ont abouti à un développement tout aussi spectaculaire, qui ne peut être contrôlé que jusqu'à un certain point par les gouvernements, de la mobilité des peuples et des idées;
- la présence de larges communautés d'immigrants turcs et kurdes en Europe occidentale et un climat politique y favorisant les cultures minoritaires;
- la fin de la guerre froide et la dissolution de l'Union Soviétique (processus dont la guerre du Golfe peut être considérée comme un symptôme).

La campagne rigoureuse de la Turquie contre les nationalistes kurdes qui a suivi le coup d'Etat militaire de 1980, a conduit de nombreux Kurdes politisés à fuir dans les pays voisins (seul un petit nombre d'entre eux ont eu la possibilité de choisir les pays d'Europe). Le Kurdistan iranien a peut-être été, au début, le voisin le plus accueillant, en dépit de la confrontation armée en cours entre le mouvement kurde, l'armée iranienne et les "gardes révolutionnaires".

Tant que l'offensive militaire iranienne contre les Kurdes fut victorieuse, les guérillas kurdes iraniennes et leurs hôtes étaient repoussés dans des réduits de plus en plus petits près de la frontière avec l'Irak et puis au-delà (1982-1983). Dans cette période critique, une des organisations kurdes iraniennes, le KDF, a coopéré avec des forces iraniennes contre les Kurdes iraniens et l'autre parti kurde irakien leur a apporté un soutien militaire. Les nationalistes kurdes iraniens établirent leurs bases dans le Kurdistan irakien où vivaient, non seulement, des combattants de la guérilla, mais aussi des hommes politiques civils et leurs familles. La plupart des Kurdes turcs qui avaient initialement pensé trouver refuge en Iran, durent se déplacer vers le nord de l'Irak.

Comme le conflit Irak/Iran s'éternisait, et que la vie devenait de plus en plus précaire, tandis que les perspectives de changements significatifs en Turquie demeuraient sombres, ils se tournèrent vers l'Europe, empruntant des routes incertaines à travers l'Iran et la Syrie. Beaucoup d'entre eux aboutirent dans des pays européens, comme réfugiés politiques.

L'existence des réalités kurdes dérangeantes fut imposée de façon plus pressante, à l'opinion publique en Turquie par deux vagues importantes de réfugiés d'Irak et potentiellement déstabilisatrices. La première eut lieu en 1988, quand des dizaines de milliers s'enfuirent vers la Turquie, lors des offensives génocides d'ANFAL en Irak. Quelque 60 000 réussirent à se réfugier en Turquie, dont une moitié environ est retournée en Irak, après l'annonce d'une nouvelle amnistie. Les autres restèrent dans des camps de réfugiés près de Mardin, Diyarbakir et Mu, dans des conditions qu'on peut qualifier par euphémisme, de non enviables.

L'arrivée de ces Kurdes irakiens eut un fort retentissement sur l'opinion publique en Turquie, chez les Kurdes comme chez les non Kurdes. Ce fut aussi la première fois que l'on entendit parler kurde à la

radio et à la télévision. La Turquie refusa de reconnaître ces Kurdes comme des réfugiés, ce qui leur aurait donné certains droits (et qui aurait coûté très cher); ils furent qualifiés de “personnes déplacées” et on les pressa de retourner en Irak. La différence de traitement entre les réfugiés kurdes d'Irak et les réfugiés turcs de Bulgarie qui pénétrèrent alors en Turquie, a donné lieu à d'inévitables comparaisons: aux yeux des autorités, les Kurdes étaient nettement différents des Turcs et qu'ils n'avaient pas accès aux mêmes droits. En dépit des tentatives qui furent menées, ces Kurdes irakiens ne purent être isolés de la population locale et ils contribuèrent de façon significative à la prise de conscience de leurs dialectes, de leurs cultures et de leurs conditions socio-économiques.

La seconde vague de réfugiés tentant de fuir l'Irak, en avril 1991, fut plus menaçante pour la Turquie. La défaite de l'Irak au Koweït et l'appel des Etats-Unis au peuple d'Irak à renverser Saddam Hussein, mena à un large soulèvement dans le nord de l'Irak (ainsi que dans le sud peuplé de chiïtes). Cependant il apparut qu'une part importante de l'armée irakienne demeurait intacte. La rébellion du sud fut réprimée avec une violence impitoyable, puis la machine de guerre encore puissante se retourna contre les Kurdes et les Turcomans au nord. Les premières villes prises par l'armée furent rasées et leurs populations brutalement réprimées, ce qui provoqua un exil en masse des autres villes vers l'Iran et la Turquie. Des colonnes armées et des hélicoptères de combat poursuivaient les civils qui fuyaient, laissant des blessés et des morts. Cette fois, ce ne furent pas des dizaines de milliers mais des centaines de milliers qui affluèrent dans la panique aux frontières turques. Les images de leur arrivée et le refus de la Turquie de les accueillir firent le tour du monde sur les écrans de télévision.

Ce fut le premier drame humanitaire de cette ampleur à être couvert en direct par les médias via le satellite. Ceci, et le fait que les Kurdes étaient victimes du régime irakien qui avait été constamment diabolisé par la presse occidentale durant l'année précédente, mobilisa largement l'opinion publique en faveur des Kurdes. Les gouvernements occidentaux ne purent résister à la pression de leur population en faveur d'une intervention. C'est à ce moment que le président turc Turqut Özal déclara son pays “protecteur des Kurdes” (kürtlerin hamisi) et plaida pour la création d'une zone protégée à l'intérieur de l'Irak où ces réfugiés pourraient résider en sécurité. Les alliés de la Turquie convinrent qu'un si grand nombre de réfugiés (même s'ils avaient été déclarés formellement comme des “personnes déplacées”) constituerait un fardeau insupportable pour la Turquie et soutinrent la proposition d'Özal pour un “refuge sûr” au nord de l'Irak.

Avant de revenir sur les implications de l'internationalisation de la question kurde, évoquons l'impact de ces événements sur l'opinion publique en Turquie.

La question kurde en Irak ne pourrait désormais plus être considérée comme un problème interne à l'Irak; il était devenu évident qu'elle était directement liée à des intérêts vitaux de la Turquie dans les domaines de

l'économie et de la sécurité. Même dans les principaux médias, la question kurde irakienne était évoquée en connexion avec le problème kurde turc, ce qui menait à une reconnaissance implicite de la question kurde comme un des problèmes politiques turcs les plus urgents. La situation critique des Kurdes irakiens renforça encore la prise de conscience ethnique et la solidarité des Kurdes turcs. Ils se mirent à collecter de la nourriture et des secours qui furent envoyés aux réfugiés à la frontière. (Cette solidarité ne fut toutefois jamais aussi active que celle venant des Kurdes d'Iran). Le fait que les autorités turques opéraient une discrimination entre les réfugiés turcomans et kurdes, admettant seulement les premiers et essayant de se débarrasser des seconds aussi vite que possible, montre bien que la Turquie, en dépit de son discours officiel, ne met pas sur le même pied les Turcs et les Kurdes. Tandis que la frontière ethnique entre Kurdes irakiens et Kurdes turcs qui avait émergé au cours des 70 ans précédents s'assouplissait, la frontière entre Turcs et Kurdes en Turquie devenait de plus en plus une réalité, découlant, dans une certaine mesure, de la politique turque.

La montée du PKK

L'histoire des années 1980-1995 est, à certains égards, celle de l'échec et de la répression. Des politiques malencontreuses aboutirent exactement aux situations qu'elles avaient tenté d'arrêter ou d'empêcher. La répression opérée au début des années 80 sur le mouvement kurde réussit à en éliminer les éléments libéraux et démocratiques.

Le PKK fut la seule organisation qui put survivre à l'intérieur de la Turquie et des alentours. Cela s'explique par la nature fermée de son organisation et peut-être aussi parce qu'il rassemblait davantage de segments différents de la société que les autres.

En 1980, le PKK était relativement faible, avec seulement quelques milliers de membres actifs et de sympathisants. Il ne jouissait pas d'un soutien populaire large parmi les Kurdes. Au cours de la période 1980-1995, il s'est constamment renforcé entre autres parce qu'il était considéré comme le plus dangereux ennemi de l'ordre public et il trouvait un large écho auprès de la presse populaire. Durant cette période, les autorités civiles et militaires insistèrent sur l'image d'un Etat fort (plutôt que celle d'un Etat juste et bienveillant protecteur de ses concitoyens). En insistant à ce point sur sa force, elles reconnaissaient implicitement que le PKK, avec son culte de la violence et son aptitude à survivre à tous les coups "imparables" que l'armée lui assénait, était la seule alternative sérieuse.

Le PKK se rapprocha davantage des organisations de la guérilla palestinienne au Liban, puis du Hezbollah plus qu'aucun autre groupe kurde ou turc. Ceci lui permit non seulement d'avoir accès aux camps d'entraînement au sud du Liban, mais eut aussi une influence décisive sur la structure du parti et de ses méthodes de lutte. La pensée et les

comportements kémalistes ont laissé des traces dans la plupart des partis kurdes en Turquie, y compris le PKK. Öcalan lui-même affirma à plusieurs reprises sa fascination première pour Atatürk, et, dans les objectifs de son parti, on distingue les échos de la lutte kémaliste pour l'indépendance complète. Une seconde influence fut celle du mouvement palestinien et, à travers le Hezbollah, du radicalisme chiite avec son culte du martyr.

Les relations intimes du PKK avec les services de renseignements syriens ainsi que les raisons géopolitiques de cette alliance sont bien connues et il est inutile d'y revenir. Si l'on ne peut nier que la Syrie exerce un certain degré de contrôle sur le PKK, il serait faux en revanche de considérer le PKK comme une simple marionnette entre les mains de la Syrie. Il n'a pas mis tous ses oeufs dans le même panier et a diversifié avec succès ses contacts avec les pays voisins de la Turquie. Il a également réussi à disposer d'un impressionnant degré de soutien de la base, aussi bien au Kurdistan turc qu'iranien. Il établit ses premiers camps dans le nord de l'Irak, au début des années 80, et la seule organisation kurde extérieure à l'Irak, a également acquis un certain soutien parmi les Kurdes irakiens, à la faveur d'une présence de plus d'une décennie.

La guerre suicidaire entre les deux principaux partis kurdes irakiens qui dure depuis deux ans a fait que ces partis ont perdu beaucoup de leur crédit parmi la population. Cela a ouvert la porte à des partis représentant des styles politiques radicalement différents dont le mouvement islamique du Kurdistan, soutenu et inspiré par l'Iran et le PKK "turc".

Un nationalisme "à longue distance"

Parmi les "Gastarbeiter" (littéralement: travailleurs invités) turcs qui ont émigré en Europe occidentale depuis le début des années 1950, il y en eut beaucoup qui "découvrirent", au cours des dernières décennies qu'ils n'étaient pas turcs mais kurdes. Il est aussi impossible d'évaluer le nombre de Kurdes parmi les travailleurs turcs à l'étranger, ni celui des Kurdes en Turquie et cela pour les mêmes raisons. Les autorités allemandes ont évalué récemment leur nombre à 400 000, un chiffre qui repose sur l'hypothèse que les Kurdes constituent quelque 20% des 2 millions de résidents en Allemagne d'origine "turque". A l'exception de quelques "échantillons", les travailleurs invités n'ont jamais été interrogés systématiquement sur leurs propres définitions ethniques.

Jusqu'à la fin des années 70, relativement peu d'immigrants insistaient sur leur identité kurde. La plupart des travailleurs, particulièrement ceux d'origine rurale, étaient réticents à se mêler de politique. De plus, leur environnement européen les définissait comme turcs et cela demeurait généralement, pour eux, l'identité pertinente. Le coup d'Etat de 1980 en Turquie amena un important afflux de Kurdes politisés, surtout des

Automne 1997

jeunes, à chercher un asile politique. Leur présence et surtout les nouvelles de la guérilla en Turquie eurent l'effet de catalyseur sur la prise de conscience ethnique kurde.

La diaspora kurde en Europe a revêtu une importance primordiale pour le mouvement kurde en Turquie (et dans une plus faible proportion pour ceux d'Irak et d'Iran). On y recueille de grosses sommes d'argent pour soutenir financièrement les activités en Turquie, et la plupart de ces contributions semblent volontaires. Des jeunes gens y sont recrutés, quelques uns comme combattants dans les rangs de la guérilla après une période d'entraînement au Liban, d'autres comme organisateurs, diplomates, techniciens divers. Le PKK et ses organisations de soutien publient de nombreux journaux et magazines en turc, en kurde, et dans les principales langues européennes dont la qualité progresse constamment. La création, en 1995, du Parlement kurde en exil, ce qui représente l'effort le plus évident à ce jour de la part du PKK pour acquérir une dimension étatique est une preuve de plus que le centre de l'activité politique (par opposition à militaire) s'est déplacé vers l'Europe.

Le bannissement officiel du PKK, par la France et l'Allemagne en 1994, ne semble pas avoir eu un impact important. La police allemande pense n'avoir eu comme seul résultat que de lui faire gagner un soutien grandissant parmi les Kurdes en Allemagne, bien que ses activités soient devenues moins transparentes pour les observateurs. Des manifestations que l'on sait provoquées par le PKK ont rassemblé jusqu'à 50 000 personnes, ce qui en fait un interlocuteur politique sérieux en Allemagne.

Dans la diaspora kurde, les activités culturelles des intellectuels kurdes en Europe auront peut-être plus d'importance à long terme que la mobilisation politique.

Jusqu'en 1980, le kurde était une langue adaptée à l'usage domestique et à la vie du village, mais pas aux discussions sur des sujets politiques ou sociaux. Les politiciens et intellectuels kurdes pensaient et exprimaient les idées sophistiquées en turc à l'oral comme à l'écrit. Plusieurs des premiers auteurs qui écrivirent des oeuvres en kurde, commencèrent par les écrire en turc et les traduisirent. A ce propos les choses ont beaucoup changé; le kurde s'est enrichi et s'est suffisamment développé pour servir de support au discours politique et littéraire moderne. Nombreux sont ceux qui, il y a 15 ans, ne parlaient que des rudiments de kurde ou quelque dialecte particulier et qui ont maintenant la maîtrise du kurde courant.

L'Institut kurde de Paris, fondé en 1983 par des intellectuels kurdes vivant dans différents pays européens, a lancé des initiatives en vue de développer un standard pour le kurde du nord (kurmanci) grâce à une série de conférences et à un journal qui publie des listes de termes agréés pour les objets et les concepts. L'Institut a également recueilli une collection fournie de livres et de documents sur l'histoire et la culture kurdes pour sa bibliothèque de recherche. Par la suite, des instituts kurdes ont aussi été fondés à Bruxelles (1989), Berlin (1993) et

Washington (1997). S'ils diffèrent par les fonds et les types d'activités proposées, ils contribuent tous à la consolidation et au renforcement de la langue et de la culture kurdes.

Des journaux et des livres ont été publiés en Allemagne, en France, en Belgique, aux Pays Bas et surtout en Suède. Le nombre de ces publications croît constamment, atteignant une production annuelle de 40 à 50 livres pour la seule Suède (dont la moitié environ en dialecte kurmanci). Il est vrai que ces publications n'ont jamais atteint une diffusion importante, car la distribution s'avère très difficile. Les lecteurs ne sont jusqu'ici qu'une minorité de Kurdes et "Kurdes potentiels" en Europe. Mais ce lectorat et les auteurs constituent néanmoins une masse critique suffisante pour le développement d'une langue écrite moderne. Les travailleurs expatriés ont diffusé les livres et les journaux en Turquie, sans toutefois atteindre une audience aussi vaste qu'en Europe. Cela commence à changer quand, en 1991, la loi sur les publications dans d'autres langues que le turc fut abrogée et que les livres et les journaux en kurde furent à nouveau autorisés. Les livres publiés plus tôt en Europe furent réédités en Turquie et plusieurs journaux kurdes déplacèrent leurs bureaux d'Europe en Turquie. De nouveaux journaux apparurent provoquant un véritable boom sur les publications.

Les instituts, publications et cours de langue kurdes en Europe, inaccessibles au contrôle de l'Etat turc, ont fourni au mouvement des instruments pour l'édification de la nation comparables à ceux traditionnellement utilisés par les Etats. En 1996, un outil puissant vint compléter cet arsenal, le satellite MED TV qui diffusait au Moyen-Orient mais pouvait aussi être capté en Europe occidentale et pour une grande part en Asie. Des vidéocassettes de ses programmes étaient diffusées ailleurs dans la communauté kurde. Des leçons en kurde courant, de vieux films turcs doublés en kurde et des programmes de conversation, avec des participations téléphoniques simultanées en plusieurs endroits du globe, figuraient dans les sélections hebdomadaires.

L'initiative menée pour cette station de télévision venait du PKK, qui fit des efforts pour présenter une image pluraliste — ne serait-ce que pour se conformer aux règles de la commission indépendante de télévision (britannique) qui donnait à la station accès au satellite et qui contrôlait les transmissions. Les Kurdes ne furent pas longs à imaginer les possibilités qu'offrait une telle télévision et l'adoptèrent avec enthousiasme. Des gens de différentes origines y exprimèrent des opinions qui différaient de la ligne du parti du PKK sans être censurées.

Ces technologies combinées avec l'audience d'une vaste communauté kurde en Europe occidentale (ainsi qu'en Amérique du Nord et en Australie) ont apporté une nouvelle dimension au mouvement kurde, le nouveau phénomène que Benedict Anderson appelle "nationalisme à longue distance". Des personnes et des groupes de la diaspora kurde ont été directement concernés par la lutte de la guérilla qui se déroulait en Turquie sud-orientale. Bien que les objectifs déclarés de cette lutte soient territoriaux et concernent l'établissement d'un Kurdistan indépendant et

autonome, le mouvement s'est transformé en un invisible réseau à l'échelle du globe.

Quelle que soit la définition qu'on donne à une nation, les Kurdes ont, pendant les vingt dernières années, affirmé qu'ils en étaient une en se dissociant des Etats de l'Irak et de la Turquie. C'est donc notamment par le développement d'une culture populaire de masse — un élément essentiel de la nation, selon certaines définitions influentes — que les Kurdes ont évolué vers un niveau élevé d'intégration interne. En même temps, ils sont devenus une entité sociale moins précise territorialement. Le Kurdistan reste au coeur de la prise de conscience kurde comme territoire historique de son peuple, mais le pourcentage de Kurdes qui y vit est moins important depuis quelques décennies. En raison du taux élevé de natalité, la population de la région a cru en nombre absolu, mais elle ne constitue pas plus des deux tiers environ de tous les Kurdes, peut-être moins. En Turquie, la migration des travailleurs, la fuite due à la guerre et l'évacuation forcée des villages ont obligé des millions de personnes à se déplacer dans d'autres parties du pays ou à l'étranger, changeant ainsi radicalement la nature de la question kurde et les conditions de possibles solutions.

Une population kurde importante vit dorénavant à Istanbul et les principales villes, très concentrée dans certains quartiers. La Méditerranée et la côte de la mer Egée ont aussi attiré de nombreux Kurdes renforçant la proportion des Kurdes dans ces régions. Dans la plupart des cas, la majorité des migrants kurdes constitue une classe inférieure, pauvre, peu éduquée, mal payée et discriminée, à la fois par les employeurs et les autorités locales. La tension entre ces nouveaux arrivants et les anciens résidents s'accroît peu à peu, d'autant plus que la guérilla a coûté la vie à de nombreux jeunes effectuant leur service militaire dans le sud-ouest.

Ce qu'on peut appeler la “déterritorialisation” de la question kurde, liée aux effets combinés d'une migration de masse et de la mondialisation, n'implique en rien que la tendance séparatiste s'affaiblisse. Toutefois, la question kurde en Turquie ne peut plus être seulement définie en termes régionaux, parce que la minorité kurde en Turquie occidentale va occuper une place de plus en plus importante. L'existence d'une vaste classe kurde ayant peu de chances de mobilité sociale et, de surcroît, entravée par une discrimination ethnique, risque de constituer un danger plus grand pour l'avenir de la Turquie que le mouvement de guérilla sécessionniste dans le sud-ouest.

Le conflit entre la république turque et une large part de sa population kurde s'aggrave. Des deux côtés, les modérés ont dû céder aux tenants d'une ligne dure et les chances d'un règlement pacifique sont faibles. Si la sagesse ne l'emporte pas — et il n'y a pas de signe qu'elle l'emporte — la confrontation certaine d'une violence et d'une brutalité qui s'intensifient va mener soit à l'anéantissement physique du mouvement sécessionniste kurde, soit à ce que le coût social de la guerre devienne si lourd pour la Turquie que l'alternative — jusqu'à présent

impensable — de la sécession vienne à être considérée comme la meilleure solution.

L'opinion majoritaire dans l'armée turque semble toujours être que, au prix d'un petit effort de plus, le PKK peut être définitivement éliminé. L'expérience des douze dernières années, au cours desquelles la défaite du PKK a été régulièrement annoncée, invite au scepticisme. Il est vrai que, les deux dernières années, les forces armées ont fait subir au PKK de sérieuses semonces et il semble en être devenu militairement plus affaibli que par le passé. Cela n'a été toutefois obtenu qu'en déplaçant physiquement la population rurale qui soutenait la guérilla et en détruisant des centaines de villages. Cette politique a sérieusement compromis les relations entre l'Etat et la population. Il serait, de plus, erroné de croire que la défaite militaire du PKK est proche; il a d'importantes réserves de militants extrêmement motivés et peut facilement mobiliser beaucoup plus de jeunes, filles et garçons, décidés à sacrifier leur vie pour leur idéal politique.

On ne doit également pas perdre de vue les gains politiques significatifs du PKK qui jouit désormais d'un large soutien parmi les Kurdes. La popularité du PKK, malgré quelques expressions de violence brutale contre des civils kurdes est, dans une large mesure, due au comportement encore plus brutal des troupes de sécurité turques dans la région qui a creusé davantage le fossé entre une grande partie de la population kurde et l'Etat. Il est de plus en plus difficile désormais de distinguer clairement le PKK de la population kurde dans son ensemble. Le conflit armé a renforcé chez les Kurdes la conscience de leur identité ethnique distincte et fait ressortir leur sentiment d'être, au mieux, considérés comme des citoyens de seconde zone.

Comme tous les porte-parole modérés des Kurdes ont été traités avec mépris et emprisonnés par les autorités, nombreux sont ceux qui en sont arrivés à considérer le PKK comme la seule force capable de les représenter. En privé, ils peuvent émettre des réserves sur la politique du PKK ou ses méthodes, mais cela n'est plus une raison pour le désavouer. La destruction du PKK ne pourra se faire qu'au prix du massacre de très nombreux civils kurdes.

La situation des forces armées turques dans le sud-ouest rappelle celle des Américains au Vietnam et celle des Russes en Afghanistan ou — encore plus proche — en Tchétchénie. Ces armées, elles aussi, se sont trouvées incapables de transformer leur puissante supériorité militaire en victoire. Incapables de distinguer les combattants de la guérilla des non combattants, elles ont régulièrement massacré des villageois et ainsi récolté la haine de populations entières. Les Américains ont finalement dû se retirer du Vietnam et les Russes d'Afghanistan, non parce qu'ils désespéraient de remporter une victoire militaire mais parce que ces guerres maltraitaient gravement les populations de l'intérieur, causant des perturbations sociales, de sérieux problèmes de drogue et de violence, une méfiance profonde envers le gouvernement et de graves divisions dans la société.

Les coûts sociaux de la guerre au Kurdistan sont de même nature et progressent, comme les coûts économiques. Il y a quelque chose comme un syndrome du Vietnam turc, la consommation de drogue et d'alcool est en augmentation et le niveau de violence s'élève. Des membres de la police et des autorités civiles sont impliqués dans des trafics illégaux, de drogue et d'armes. La détérioration des droits de l'homme, non seulement dans les districts kurdes mais partout en Turquie est indéniable. Des disparitions et des assassinats par des "acteurs inconnus", auxquels les forces de sécurité ne seraient pas étrangères, et des événements comme les émeutes de Gazi en mars 1995, au cours desquelles la police a délibérément — et en toute impunité! — tiré dans la foule pour tuer des manifestants, a rendu nombre de citoyens (et pas seulement kurdes) hostiles envers l'Etat. De profondes divisions commencent à apparaître dans la société turque et il serait insensé de sous-estimer le danger de la guérilla et d'opérations de représailles dans la guerre civile explosive du sud-est en Turquie occidentale (entre les Turcs et les Kurdes, et/ou les Sumonites et les Alevis).

Bien que certains groupes puissants semblent être directement intéressés dans la poursuite de la guerre, il faut espérer que ceux qui veulent empêcher une conflagration totale l'emporteront avant qu'il ne soit trop tard. Il doit être possible de trouver une issue à ce conflit, aux massacres, à la sécession complète. Cela suppose d'engager des négociations avec les leaders kurdes qui jouissent d'une reconnaissance populaire suffisante et de montrer la volonté d'accorder aux Kurdes et aux minorités culturelles davantage de liberté, ainsi que d'accepter des concessions politiques. Il n'y a pas de raisons prépondérantes pour que de telles négociations ne portent pas sur la manière d'instaurer un pluralisme culturel et politique en Turquie. Ainsi peut-on imaginer comme solutions acceptables la décentralisation, l'autonomie et le fédéralisme. Le pluralisme, après tout, n'est pas un concept étranger à la Turquie. L'Anatolie a toujours été une mosaïque culturelle; l'Empire ottoman a institutionnalisé le pluralisme à travers le système des *millet* et *de facto* l'autonomie pour des districts turbulents, des provinces balkaniques, arabes et kurdes. Le concept d'un Etat-nation unitaire emprunté à la France (qui, depuis, a découvert qu'elle n'était pas aussi unitaire elle-même) peut s'avérer n'avoir été qu'un intermède dans l'histoire de la Turquie.

Comme beaucoup d'autres Etats contemporains, la Turquie peut découvrir que ses intérêts à long terme seront mieux servis si elle adopte de nouvelles formes de pluralisme culturel et politique.

(Traduit de l'anglais par Bénédicte Muller)

Martin Van Bruinessen est anthropologue et maître de conférences à l'Université d'Utrecht (Pays Bas).